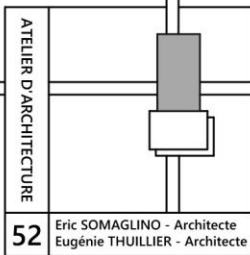


**MINISTERE DE LA JUSTICE – SERVICE DE
L'IMMOBILIER MINISTERIEL
DEPARTEMENT DE L'IMMOBILIER DE NANCY
54002 NANCY CEDEX**



Atelier d'Architecture 52

1 rue Raymond Savignac . 52000 CHAUMONT
Tél : 03 25 35 39 45
Mail : atelier-architecture52@orange.fr

**RENOVATION ET MISE AUX NORMES DU BATIMENT
– PHASE N°2
A L'UNITE EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT (UEMO)
52000 CHAUMONT**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
PRESCRIPTIONS COMMUNES**

PRO ind B
Décembre 2024
M 924 SB 23

PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

Cahier des Clauses Techniques Générales

La composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules applicable au bâtiment et applicables au bâtiment et au génie civil sera conforme aux :

- décret 96-420 du 10 mai 1996 ;
- décret 98-28 du 8 janvier 1998 ;
- décret 99-98 du 15 février 1999 ;
- décret 2000-524 du 15 juin 2000 ;
- A 30-05-12 arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.

Caractéristiques du Cahier des Clauses Techniques Particulières

Marchés publics : Tous les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions du 'Cahier des Clauses Administratives Générales' (CCAG) applicables aux Marchés Publics, du code des Marchés Publics, et du 'Cahier des Clauses Administratives Particulières' (CCAP) et des documents particuliers et généraux qui y sont énumérés, ainsi que tous les documents auxquels il aura été fait référence au travers des documents précités.

Les bâtiments et ouvrages ci rapportant répondront aux dispositions générales et particulières du code de la construction et de l'habitation, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

Les ouvrages sont réputés complets. Ils sont définis par les pièces dessinées en plans, coupes, façades, et par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). L'ensemble de ces documents constituant un tout qui définit la prestation. Une omission dans un de ces documents ne soustraira pas l'entrepreneur à l'obligation d'exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, ou décrits pour le montant global du marché. Il aura prévu dans son offre, les ouvrages de sa profession qui seront nécessaires et qui n'auraient pas été précisés dans les documents ci-dessus.

L'entrepreneur devra se rendre compte par une visite préliminaire au dépôt de son offre, de l'état des lieux, des possibilités d'accès, des difficultés éventuelles d'exécution des travaux et en général des sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité.

Le présent CCTP a pour but de définir la qualité et la nature des ouvrages à réaliser. Quel que soit le système employé l'entrepreneur devra joindre à son offre un planning détaillé indiquant le temps d'exécution de chaque groupe d'ouvrage de son lot.

L'entreprise doit réaliser l'ensemble des travaux de son lot suivant les règles fondamentales de l'art de sa profession, conformément aux réglementations, normes, prescriptions, règles professionnelles, règles de calculs, cahier des clauses techniques, cahier des clauses spéciales et documents annexes DTU propres à chaque corps d'état, en vigueur à la date de remise des offres.

L'entreprise doit utiliser les matériaux et produits dont les caractéristiques, de dimensions, formes, qualités de matériaux employés dans les travaux, sont fixés en fonction des cahiers des clauses techniques du DTU de chaque corps d'état, mis à jour à la date de remise des offres.

Chaque entrepreneur est tenu de réaliser ses propres travaux en tenant compte des réservations et des préparations nécessaires à la bonne exécution des ouvrages des autres corps d'état, sans que ceux-ci aient à engager des ouvrages supplémentaires hors des travaux normaux de leur lot.

La terminologie employée au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières sera conforme à la norme NF P 00-001 'Bâtiment et génie civil' - Vocabulaire - Partie 1 : Termes généraux.

Normes fondamentales

Le présent CCTP (ainsi que l'Avant Métré Quantitatif qui lui est éventuellement associé) reprend en ce qui concernent les grandeurs physiques, les équations, les symboles de grandeurs et d'unités, les systèmes cohérents d'unités, spécialement le Système International d'Unités (SI), les normes :

- NF X 02-003 Normes fondamentales - Principes de l'écriture des nombres, des grandeurs, des unités et des symboles ;
- X 02-004 Normes fondamentales - Noms et symboles des unités de mesure du Système international d'unités (SI) ;
- NF EN ISO 80000-1 Grandeurs et unités - Partie 1 : généralités (indice de classement : X 02-300-1).

Qualité environnementale

La qualité environnementale globale d'un ouvrage dépendant de la conception, de la réalisation, de l'usage et de la fin de vie de l'ouvrage considéré. Les lois, textes ministériels et normes suivantes établissent les bases communes permettant de prendre en compte les critères environnementaux et sanitaires :

- Qualité environnementale des produits de construction et des bâtiments :
 - NF EN 15251 Critères d'ambiance intérieure pour la conception et évaluation de la performance énergétique des bâtiments couvrant la qualité de l'air intérieur, la thermique, l'éclairage et l'acoustique (indice de classement : E 51-762) ;
- Système de management environnemental :
 - GA P 01-030 Qualité environnementale des bâtiments - Système de management environnemental pour le maître d'ouvrage : opération de construction, adaptation ou gestion des bâtiments - Cadre de conception et de mise en œuvre pour la démarche HQE® ;
 - NF EN ISO 14001 Exigences et lignes directrices pour son utilisation (indice de classement : X 30-200).
- Conception des bâtiments :
 - NF ISO 16843 Espace intérieur - Principe généraux (indice de classement : P 01-040).
- Conception de l'environnement des bâtiments :
 - NF ISO 23045 Lignes directrices pour l'évaluation de l'efficacité énergétique des bâtiments neufs (indice de classement : P 01-041) ;
 - NF ISO 16814 Qualité de l'air intérieur - Méthodes d'expression de la qualité de l'air intérieur pour une occupation humaine (indice de classement : P 01-042) ;
 - NF ISO 16817 Environnement intérieur - Processus de conception de l'environnement visuel (indice de classement : P 01-044) ;
 - NF EN 15459 Procédure d'évaluation économique des systèmes énergétiques des bâtiments (indice de classement : P 52-601).
- Développement durable dans la construction :
 - NF ISO 15392 Principes généraux (indice de classement : P 01-051) ;
- Contribution des ouvrages de construction au développement durable :
 - NF EN 15643 Évaluation de la contribution au développement durable des bâtiments :
 - Partie 1 : cadre méthodologique général (indice de classement : P 01-061-1) ;
 - Partie 2 : cadre pour l'évaluation des performances environnementales (indice de classement : P 01-061-2) ;
 - Partie 3 : cadre pour l'évaluation de la performance sociale (indice de classement : P 01-061-3) ;
 - Partie 4 : cadre pour l'évaluation de la performance économique (indice de classement : P 01-061-4).
 - NF EN 15804+A1 Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction (indice de classement : P 01-064) ;
 - XP P 01-064/CN Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction - Complément national à la NF EN 15804+A1 (indice de classement : P 01-064/CN) ;
 - NF EN 15942 Déclarations environnementales des produits - Formats de communication entre professionnels (indice de classement : P 01-065) ;
 - NF EN 15978 Évaluation de la performance environnementale des bâtiments - Méthode de calcul (indice de classement : P 01-067).
- Qualité de l'air :
 - NF X 43-001 Vocabulaire ;
 - XP X 43-405 Audit de la qualité de l'air dans les piscines ;
 - XP X 43-407 Audit de la qualité de l'air dans les locaux non industriels - Bâtiment à usage d'enseignement ;
 - Les concentrations des agents chimiques présents dans l'atmosphère des lieux de travail seront conformes à l'article R. 4412-149 du Code du Travail (décret n° 2012-746 du 9 mai 2012) ;
 - A 06-07-12 avis du 6 juillet 2012 relatif à la fixation de valeurs repères d'aide à la gestion pour le trichloréthylène dans l'air des espaces clos.
- Ergonomie des ambiances thermiques :

- NF EN ISO 7730 Détermination analytique et interprétation du confort thermique par le calcul des indices PMV et PPD et par des critères de confort thermique local (indice de classement : X 35-203).

Grenelle de l'environnement

Textes de loi en particulier :

- L 03-0809 Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
- L 12-07-10 Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- D 12-07-11 décret n° 2011-830 du 12 juillet 2011 pris pour l'application des articles L. 111-6-2, L. 128-1 et L. 128-2 du code de l'urbanisme ;
- D 19-04-12 décret n° 2012-518 du 19 avril 2012 relatif au label 'bâtiment biosourcé'.

Volume de bois incorporé dans la construction

Décret n° 2010-273 du 15 mars 2010, art. 2 : la quantité de bois incorporé dans une construction est mesurée par le volume du bois mis en œuvre rapporté à la surface de plancher de cette construction :

- II. Pour les bâtiments dont la demande d'autorisation de construire ou la déclaration préalable est déposée à partir du 1er décembre 2011, cette quantité ne peut être inférieure à :
- a. 35 dm³/m² de SHO pour un immeuble à usage d'habitation ne comportant pas plus de deux logements destinés au même maître d'ouvrage ; toutefois, les bâtiments dont la charpente de toiture est réalisée en majorité dans des matériaux autres que le bois, ou n'ayant pas de charpente de toiture, relèvent du c ;
 - b. 5 dm³/m² de SHO pour un bâtiment à usage industriel, de stockage ou de service de transport ;
 - c. 10 dm³/m² de SHO pour tout autre bâtiment.

Le calcul du volume de bois incorporé dans une construction est effectué, dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de la construction, soit au moyen d'une méthode forfaitaire utilisant des ratios par type d'ouvrage ou de produit incorporé dans un bâtiment, soit à partir des caractéristiques volumétriques réelles des produits contenant du bois.

Arrêté du 13 septembre 2010 fixant la méthode de calcul du volume de bois incorporé dans certaines constructions.

Contrôle technique

Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier :

- fascicule 1, section 7 : contrôle technique, articles L. 111-23 à L. 111-26 ;
- fascicule 1, section 7 : contrôle technique :
 - sous-section 1 : agrément des contrôleurs techniques, articles R. 111-29 à R. 111-37 ;
 - sous-section 2 : contrôle technique obligatoire, articles R. 111-38 à R. 111-42 ;

Les lois et textes ministériels, en particulier :

- D 28-05-99 décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique ;
- C 31-10-00 circulaire UHC/QC/21 2000-77 du 31 octobre 2000 relative au contrôle technique des constructions pour la prévention du risque sismique.

Suivant article R. 111-38, sont soumises obligatoirement au contrôle technique prévu à l'article L. 111-23 les opérations de constructions ayant pour objet la réalisation :

- 1° d'établissements recevant du public, au sens de l'article R. 123-2, (Décret 2002-244 du 20 février 2002 art 1^{er}) 'classés dans les 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} catégories' visées à l'article R. 123-19 ;
 - 2° l'immeuble dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 28 mètres par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable par les engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie ;
 - 3° de bâtiments, autres qu'à usage industriel :
 - comportant des éléments en porte-à-faux de portée supérieure à 20 mètres ou des poutres ou arcs de portée supérieure à 40 mètres ;
- ou

- comportant, par rapport au sol naturel, des parties enterrées de profondeur supérieure à 15 mètres, ou des fondations de profondeur supérieure à 30 mètres ;
ou
- nécessitant des reprises en sous-œuvre ou des travaux de soutènement d'ouvrages voisins, sur une hauteur supérieure à 5 mètres.
- 4° (Décret 2005-1005 du 23 août 2005) 'Lorsqu'ils sont situés dans les (décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010) 'zones de sismicité 4 ou 5 délimitées conformément à l'article R. 563-4 du code de l'environnement', des immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres par rapport au niveau du sol ;'
- 5° (Décret 2005-1005 du 23 août 2005) 'Lorsqu'ils sont situés dans les (décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010) 'zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 délimitées conformément à l'article R. 563-4 du code de l'environnement', des bâtiments appartenant (décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010) 'aux catégories d'importance III et IV' au sens dudit décret et des établissements de santé, lorsqu'ils n'y sont pas déjà soumis au titre d'une autre disposition du présent article.'
- 6° (Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007) 'D'éoliennes dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 12 mètres'.

Le contrôle technique des travaux pourra être demandé par le Maître d'Ouvrage, il sera alors assuré par l'organisme de son choix.

Les principes généraux relatifs au contrôle technique de la construction et les modalités de réalisation des missions seront conformes à la norme NF P 03-100.

Les honoraires afférents au contrôle technique sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Les travaux tous corps d'état seront soumis au contrôle d'un organisme spécialisé.

Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les règles d'hygiène de sécurité et de conditions de travail seront conformément au :

- Code du Travail :
 - Titre 3 Droits d'alerte et de retrait - Chapitre 3 Droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement - Articles L. 4133-1 à L. 4133-5, D. 4133-1 à D. 4133-3 ;
 - 4^{ème} partie : Santé et sécurité au travail ;
- décret n° 81-183 du 24 février 1981 portant extension aux établissements agricoles des dispositions du décret du 8 janvier 1965 relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles ;
- décret n° 95-607 du 6 mai 1995 fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier du bâtiment ou de génie civil ;
- décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ;
- Code de la santé publique - livre 3 : Protection de la santé et environnement.

Risque électrique

Les règles protection des travailleurs face au risque électrique seront respectées, conformément code du travail, textes de loi en vigueur, normes, en particulier :

- Code du travail (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 2 Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail - Chapitre 6 Installations électriques - Articles R. 4226-1 à R. 4226-21 ;
- A 19-12-11 arrêté du 19 décembre 2011 relatif aux circuits électriques mis en œuvre dans le soudage électrique à l'arc et par résistance et dans les techniques connexes ;
- A 20-12-11 arrêté du 20 décembre 2011 relatif aux appareils électriques amovibles et à leurs conditions de raccordement et d'utilisation ;
- A 22-12-11 Arrêté du 22 décembre 2011 modifié relatif aux critères de compétence des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques et de mettre en œuvre les processus de vérification des installations électriques temporaires ;
- A 23-12-11 arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux installations électriques des équipements de travail non soumis à des règles de conception lors de leur première mise en service ;

- C 09-10-12 Circulaire DGT n° 2012-12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques ;
- NF C 18-510 Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique ;
- UTE C 18-510 COMPARATIF Ouvrages et installations électriques - La prévention du risque électrique lors de travaux, interventions, essais, manœuvres ... De la publication UTE C 18-510 à la norme NF C 18-510 ;
- UTE C 18-510-1 Recueil d'instructions de sécurité électrique pour les ouvrages ;
- UTE C 18-510-2 Prescriptions de sécurité d'ordre électrique relatives aux opérations effectuées sur les installations de production d'électricité ou dans leur environnement ;
- UTE C 18-510-3 Prescriptions de sécurité d'ordre électrique relatives aux opérations effectuées sur les installations électriques ou dans leur environnement ;
- UTE C 18-531 Prescriptions de sécurité électrique pour le personnel exposé au risque électrique lors d'opérations d'ordre non électrique et lors d'opérations d'ordre électriques simples ;
- UTE C 18-540 : Prescriptions de sécurité électrique pour les opérations basse tension sur les installations et les ouvrages hors travaux sous tension.

Coordination sécurité

La coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil sera conforme aux textes de loi en vigueur, en particulier :

- L 31-12-93 la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- D 26-12-94 le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité ;
- D 04-05-95 le décret n° 95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- D 06-05-95 les décrets du 6 mai 1995 relatifs aux dispositions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants, d'une part, et modifiant divers textes réglementaires pour les rendre applicables aux indépendants, d'autre part ;
- D 10-01-11 décret n° 2011-39 du 10 janvier 2011 relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé ;
- A 26-12-12 arrêté du 26 décembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification.

Catégories des opérations de bâtiment et de génie civil suivant article R. 4532-1 du code du travail		
1 ^{ère} Catégorie	2 ^{ème} Catégorie	3 ^{ème} Catégorie
opérations supérieures à 10 000 hommes/jour où seront présentes au moins dix entreprises. (opérations d'un montant TTC > 3 800 000 euros)	- opérations soumises à déclaration préalable, opérations supérieures à 500 hommes/jour (opérations d'un montant TTC > 305 000 euros) - chantiers où sont exécutés des travaux à risques particuliers visés par l'article L. 4532-8 du code du travail.	les autres opérations, à l'exclusion des opérations chez les particuliers visées par les articles L. 4532-3, L. 4532-4, L. 4532-7, L. 4532-18 du code du travail.
opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail en application des articles L. 4532-10 à L. 4532-15.	opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 ne relevant pas de la 1 ^{ère} catégorie	opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des articles R. 4532-52 et R. 4532-54 et autres opérations ne relevant pas des première et deuxième catégories.
Niveaux de compétence de coordonnateur suivant articles R. 4532-23, R. 4532-24		
niveau 1	niveau 2	niveau 3
aptitude à coordonner toutes opérations	aptitude à coordonner les opérations des 2 ^{èmes} et 3 ^{ème} catégories	aptitude à coordonner les opérations de 3 ^{ème} catégorie.

Principales obligations du maître d'ouvrage

- Obligations de faire :
 - appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4531-3 ;
 - déclarer les opérations de niveau I et II, articles L. 4532-1, L. 4532-18, R. 4532-2, R. 4532-3 ;

- désigner le coordonnateur SPS compétent doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission, articles L. 4532-3 à L. 4532-7, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9, R. 4532-11 à R. 4532-16, R. 4532-20 à R. 4532-22 ;
- réaliser les voiries et réseaux divers préalables pour les opérations de bâtiment (> 760 000 €), articles L. 4532-18, R. 4533-1 à R. 4533-7 ;
- organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateur, articles L. 4532-5, L. 4532-6, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9, R. 4532-20 à R. 4532-22, R. 4532-38 à R. 4532-41 ;
- conserver le P.G.C.S.P.S. pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, article R. 4532-51 ;
- conserver et transmettre le D.I.U.O., articles L. 4532-16, L. 4532-18, R. 4532-97 ;
- constituer le C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L.4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- se concerter avec les autres M.O.A. en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférence, article L. 4531-3.
- Obligations de faire faire :
 - veiller à la mise en application des principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
 - faire établir le P.G.C.S.P.S. par le coordonnateur S.P.S., articles L. 4532-8, R. 4532-42 à R. 4532-51 ;
 - faire ouvrir le registre-journal de la coordination par le coordonnateur S.P.S., articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
 - faire constituer le D.I.U.O. par le coordonnateur S.P.S., articles L. 4532-16, L. 4532-18, R. 4532-95 à R. 4532-98.

Principales obligations du coordonnateur S.P.S

- être expérimenté et compétent, articles L. 4532-3, L. 4532-4, L. 4532-7, L. 4532-18, R. 4532-1, R. 4532-17 à R. 4532-19, R. 4532-23 à R. 4532-29, R.4532-34 - R. 4532-35 ;
- ouvrir et compléter le R.J.C., articles R. 4532-38 à R. 4532-41 ;
- appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- participer aux réunions organisées notamment par le maître d'ouvrage, articles L. 4532-3, L. 4532-4, L. 4532-7, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9 ;
- élaborer et tenir à jour le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4532-8, R. 4532-11 à R. 4532-16, R. 4532-44 à R. 4532-46 ;
- arrêter les mesures générales en concertation avec le maître d'œuvre, articles R. 4532-47, R. 4532-48 ;
- harmoniser les P.P.S.P.S. dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4532-2, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- assurer le passage des consignes avec le coordonnateur de réalisation, articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- organiser la coordination entre les différentes entreprises, articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- constituer et compléter éventuellement, le D.I.U.O., articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- tenir compte des interférences sur le site ;
- procéder aux visites de chantier avec les entreprises, article R. 4532-84 ;
- élaborer le projet de règlement C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-78, R.4532-79, R. 4532-91 ;
- présider le C.I.S.S.C.T., articles R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- faire adopter le règlement du C.I.S.S.C.T., article R. 4532-92 ;
- conserver le R.J.C. pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Principales obligations du maître d'œuvre

- appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4531-1, L. 4531-2 ;
- participer aux travaux du C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- appliquer les règles fixées aux articles L. 4532-1 à L. 4531-3, L. 4532-1, L. 4532-3 à L. 4532-8, L. 4532-10 à L. 4532-12, L. 4532-16, L. 4532-18, R. 4532-78, R. 4532-79, pour les opérations conduites dans les habitats, dérogation articles L. 4531-1, L. 4531-2 ;
- coopérer avec le coordonnateur pendant la phase de conception et réalisation en l'associant aux réunions et lui transmettant ses études, articles L. 4532-5, L. 4532-6, L. 4532-18, R. 4532-6 à R. 4532-9, R. 4532-11 à R. 4532-16 ;
- viser les observations du coordonnateur portées au R.J.C. et lui répondre le cas échéant, articles R. 4532-38 à R. 4532-41 ;
- arrêter les mesures générales en concertation avec le coordonnateur S.P.S., articles R. 4532-44 à R. 4532-46.

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant

- respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- respecter les obligations issues de la 4^{ème} partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Déclaration préalable

Suivant article R. 4532-2 du code du travail (créé par décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) :

Les opérations de bâtiments ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs soit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes/jours.

Collège interentreprises de sécurité

Suivant article R. 4532-77 du code du travail (créé par décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) :

Le maître d'ouvrage constitue un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsque le chantier doit dépasser un volume de 10 000 hommes/jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est supérieur à dix s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à cinq s'il s'agit d'une opération de génie civil. Cette constitution doit être effective au plus tard vingt-et-un jours avant le début des travaux.

Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Suivant article L. 4532-2 du code du travail (créé par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007) :

Une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elles s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives. Le plan général de coordination sera conforme aux articles R. 4532-42 à R. 4532-51.

Vérifications

Chaque entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents fournis. Les textes et documents énumérés dans l'ensemble des pièces du marché sont **non exhaustifs**, à ce titre ils ne pourront être considérés comme **limitatifs**. Il ne pourra en aucun cas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis, pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'Art ou dont l'exécution laisserait à désirer.

Avant toute mise en œuvre l'entrepreneur s'assurera de la possibilité de suivre les indications et cotes fournies, pour l'exécution de ses travaux. En cas d'impossibilité, il en référera immédiatement au Maître d'Œuvre.

Il ne pourra en aucun cas modifier le projet du Maître d'Œuvre, mais devra signaler toutes modifications qu'il croirait utile d'y apporter. En tant que spécialiste, il provoquera tous renseignements sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et devra compléter les dessins qui lui seront remis par le Maître d'Œuvre.

Faute de se conformer aux présentes prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Sécurité des réseaux

Le maître d'ouvrage, ainsi que les entreprises de travaux, devront obligatoirement prendre toutes informations concernant les réseaux aériens ou souterrains (de gaz, électriques, de télécommunication, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses...) par consultation du téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr, afin d'élaborer leurs déclarations de travaux auprès des exploitants de réseaux concernés.

Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :

- Travaux à proximité de réseaux :
 - NF S 70-003-1 Partie 1 : prévention des dommages et de leurs conséquences ;
 - NF S 70-003-2 Partie 2 : techniques de détection sans fouille ;
 - NF S 70-003-3 Partie 3 : géoréférencement des ouvrages ;
 - XP S 70-003-4 Partie 4 : exemple de clauses particulières dans les marchés de travaux.

Le code de l'environnement (parties législative et Réglementaire), en particulier :

- Chapitre 4 Sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution - Articles L. 554-1 à L. 554-5, R. 554-1 à R. 554-38 ;

Les lois et textes ministériels, en particulier :

- D 20-12-10 décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 modifié relatif au guichet unique créé en application de l'article L. 554-2 du code de l'environnement ;
- A 22-12-10 arrêté du 22 décembre 2010 modifié fixant les modalités de fonctionnement du guichet unique prévu à l'article L. 554-2 du code de l'environnement ;
- A 23-12-10 arrêté du 23 décembre 2010 modifié relatif aux obligations des exploitants d'ouvrages et des prestataires d'aide envers le téléservice « reseaux-et-canalisations.gouv.fr » ;
- A 23-06-11 avis du 23 juin 2011 aux exploitants de réseaux relatif à l'application de l'article R. 554-10 du code de l'environnement ;
- D 28-06-11 décret n° 2011-762 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'application de l'article L. 554-5 du code de l'environnement ;
- D 05-10-11 décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- A 12-10-11 arrêté du 12 octobre 2011 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2010 fixant les modalités de fonctionnement du guichet unique prévu à l'article L. 554-2 du code de l'environnement et l'arrêté du 23 décembre 2010 relatif aux obligations des exploitants d'ouvrages et des prestataires d'aide envers le téléservice « reseaux-et-canalisations.gouv.fr » ;
- A 15-02-12 arrêté du 15 février 2012 modifié pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- A 28-06-12 arrêté du 28 juin 2012 pris en application de l'arrêté du 15 février 2012 d'application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- A 30-06-12 arrêté du 30 juin 2012 portant approbation de prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du code de l'environnement ;
- D 20-08-12 décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution ;
- A 10-09-12 avis du 10 septembre 2012 relatif à l'analyse de la régularité des déclarations préalables aux travaux dans les premières semaines de la mise en application de la réforme anti-endommagement ;
- Décision BSEI n° 2012-150 du 17 décembre 2012 portant reconnaissance d'un guide professionnel mis à jour prévu par l'arrêté du 4 août 2006 modifié portant règlement de la sécurité des canalisations de transport ;
- A 19-02-13 arrêté du 19 février 2013 encadrant la certification des prestataires en géoréférencement et en détection des réseaux et mettant à jour des fonctionnalités du téléservice « reseaux-et-canalisations.gouv.fr » ;
- A 05-03-14 arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- D 17-06-14 décret n° 2014-627 du 17 juin 2014 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution ;

- A 18/06/14 arrêté du 18 juin 2014 modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution et au téléservice « reseaux-et-canalisations.gouv.fr » ;
- A 19-06-14 arrêté du 19 juin 2014 pris en application du IV de l'article 3 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux (juin 2012).

Nettoyage de chantier

Les ouvrages de chaque lot devront être laissés en parfait état d'achèvement et de propreté ainsi que le chantier et les abords. Tous les matériaux non utilisables seront enlevés et transportés ou stockés dans les différentes filières en fonction de la nature des déchets, par l'entreprise concernée, en respect du plan de gestion des déchets départemental, et de la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP). Dans le cas contraire, le nettoyage du chantier et l'évacuation des déchets seront exécutés par le **lot Gros Œuvre** suivant les mêmes respects tant qu'à la gestion des déchets, à la charge du ou des corps d'état concernés.

En accord de la recommandation n° T2-200 aux maîtres d'ouvrages publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment, de façon à permettre l'élimination des déchets vers les filières de valorisation, les entreprises feront un tri systématique des déchets de chantier en 4 groupes :

- déchets inertes : tels que gravats, béton, tuiles ;
- déchets industriels banals : tels que revêtements de sols et de murs, bois, plastiques (emballage, tuyaux) ;
- déchets industriels spéciaux : tels que résidus de peinture, pot de colles, de joints, déchets contenant de l'amiante libre ;
- emballages : tels que housses PVC ou PE, cartons, palettes.

Les codes, en particulier :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Partie Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 10 Déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments - Articles R. 111-43 à R. 111-49 ;
- Code de l'Environnement (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 4 Déchets - Chapitre 1 Dispositions générales relatives à la prévention et à la gestion des déchets - Articles L. 541-14-1 et L. 541-15, R. 541-41-1 à R. 541-41-18

Les lois et textes ministériels :

- A 09-09-97 Arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- A 28-02-10 Arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
- A 19-12-11 Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments ;
- A 18-08-14 Arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L. 541-11 du code de l'environnement.

L'ensemble des abords du chantier ainsi que toutes traces de chantier seront dégagés au plus tard avant la réception

Réunions de chantier

Les réunions de chantier devront être suivies régulièrement par tous les entrepreneurs qui devront y donner les sujétions ou les problèmes qu'ils auraient pu rencontrer dans la préparation de leur lot (voir CCP), sous peine d'une amende forfaitaire par absences non justifiées (voir CCP - Pénalités pour retard).

Prestations Supplémentaires Eventuelles ou variantes

Les entreprises soumissionnaires devront impérativement répondre aux Prestations Supplémentaires Eventuelles demandées au CCTP sous peine de voir leurs offres refusées. Les prestations non prévues au CCTP et jugées indispensables par les entreprises seront chiffrées dans le montant de l'offre de base.

Tout mode de construction concurrentiel autre que celui défini au CCTP pourra être proposé par l'entrepreneur dans son mémoire. Il devra alors tenir compte des sujétions et frais créés par l'incidence de son offre (études techniques, cotation des plans, ouvrages de second œuvre des autres lots, etc.).

Toutefois les propositions de base seront impérativement conformes au présent CCTP.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Choix des matériaux

Les lois et textes ministériels :

- A 21-11-02 arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;
- A 16-02-10 arrêté du 16 février 2010 portant application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié à certains produits de construction faisant l'objet d'une norme harmonisée ;
- A 13-12-10 arrêté du 13 décembre 2010 modifié portant application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié à certains produits de construction entrant dans le domaine d'application d'une norme harmonisée ;
- Règlement (UE) n° 305/2011 du 9 mars 2011 du Parlement européen et du Conseil établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- A 21-03-12 arrêté du 21 mars 2012 relatif à la commission chargée de formuler des avis techniques et des documents techniques d'application sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction ;
- D 27-12-12 décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- A 21-06-13 arrêté du 21 juin 2013 modifié relatif à la désignation et au suivi des organismes notifiés au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- R 30-10-13 règlement d'exécution (UE) n° 1062/2013 du 30 octobre 2013 de la Commission relatif au format de l'évaluation technique européenne pour les produits de construction ;
- D 23-12-13 décret n° 2013-1264 du 23 décembre 2013 relatif à la déclaration environnementale de certains produits de construction destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment ;
- A 23-12-13 arrêté du 23 décembre 2013 modifié relatif à la déclaration environnementale des produits de construction et de décoration destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment ;
- R 30-10-13 règlement délégué (UE) n° 157/2014 du 30 octobre 2013 concernant les conditions de publication sur un site internet d'une déclaration des performances relative à des produits de construction ;
- A 11-07-17 arrêté du 11 juillet 2014 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la déclaration environnementale des produits de construction et de décoration destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment dénommé « déclaration environnementale » ;
- Règlement (UE) n° 305/2011 du 9 mars 2011 du Parlement européen et du Conseil établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil ;
- Règlement délégué (UE) n° 568/2014 du 18 février 2014 modifiant l'annexe V du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'évaluation et la vérification de la constance des performances des produits de construction ;
- Règlement délégué (UE) n° 574/2014 du 21 février 2014 modifiant l'annexe III du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil relative au modèle à utiliser pour l'établissement d'une déclaration des performances concernant un produit de construction.

Les normes :

- NF P 92-507 Sécurité contre l'incendie - Bâtiment - Matériaux d'aménagement - Classement selon leur réaction au feu.

Le Code de la Consommation (Partie Réglementaire) : Titre 1 Conformité - Chapitre 4 Mesures d'application - Section 24 Produits de construction - Articles R.214-1, R.214-24, R.214-25 à R.214-33.

Les marques de matériaux et produits indiqués dans le CCTP sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, pour répondre aux exigences essentielles de résistance mécanique et de stabilité, de sécurité en cas d'incendie, d'hygiène, de santé et d'environnement, de sécurité d'utilisation, de protection contre le bruit, d'économie d'énergie et d'isolation thermique. Les entreprises pourront proposer toutes autres marques de matériaux et produits à qualités et caractéristiques équivalentes ou supérieures, lors de la remise des offres en joignant les références des produits ou matériaux

qu'il se propose d'employer ainsi que les fiches techniques correspondantes par prestation. Le choix définitif, étant arrêté par le Maître d'Œuvre. Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique, ou n'étant pas couvert par un marquage CE ou par une assurance, ne pourra être pris en considération.

Remplacement des ouvrages défectueux

Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite ou ne portant pas le marquage CE, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'Œuvre.

Compte Prorata

Conformément à la NF P 03-001 (la présente norme a pour objet de mettre à la disposition des intéressés un Cahier des Clauses Types comme 'Cahier des Clauses Administratives Générales' applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés) (CCAG), article 14 (Dépenses d'intérêt commun - compte prorata), le panneau de chantier, le bureau de chantier, toutes les dépenses communes (branchements et consommations) seront exécutés aux frais des entreprises adjudicataires et implicitement compris dans leur prix. Ces frais seront répartis entre les entreprises au compte prorata de leur marché sous le contrôle du Maître d'Œuvre. L'entreprise du **lot 2** aura la gestion du compte prorata, et devra prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public.

Dépenses Contrôlées

Conformément à l'article 8.6 du CCAP (Répartition des dépenses communes), le panneau de chantier, le bureau de chantier, toutes les dépenses communes (branchements et consommations) seront exécutés aux frais des entreprises adjudicataires et implicitement compris dans leur prix. Ces frais seront répartis entre les entreprises au compte prorata de leur marché sous le contrôle du Maître d'Œuvre. L'entreprise du **lot 2** aura la gestion du compte prorata, et devra prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public.

Clauses spéciales de préchauffage

L'exécution des travaux de certains ouvrages étant liée à des conditions de température minimale ou de degré hygrométrique limité, l'entrepreneur ne pourra refuser l'exécution ou la continuité de ces travaux s'il peut être satisfait aux dites conditions par un préchauffage approprié.

Les frais correspondants seront comptés au compte prorata, à condition que l'exécution des travaux dans la période considérée corresponde au calendrier d'exécution.

Frais à la charge des entreprises

Voir article 8.6 du CCAP 'Répartition des dépenses communes'.

Les frais d'études techniques seront à la charge des entreprises adjudicataires (chauffage, plomberie).

Les plans techniques devront recevoir l'approbation du Maître d'Œuvre, en ce qui concerne l'adaptation architecturale.

Classement des établissements

Les établissements sont classés en types, selon la nature de leur exploitation :

a) Etablissements installés dans un bâtiment :

- J - Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées ;
- L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples ;
*(local associatif)
- M - Magasin de vente, centres commerciaux ;
- N - Restaurants et débits de boissons ;
- O - Hôtels et pensions de famille ;
- P - Salles de danse et salles de jeux ;

- **R - Etablissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centre de vacances, centres de loisirs sans hébergement ;**
- S - Bibliothèques, centres de documentation ;
- T - Salles d'expositions ;
- U - Etablissements sanitaires ;
- V - Etablissements de culte ;
- **W - Administrations, banques, bureaux ;**
- X - Etablissements sportifs couverts ;
- Y - Musées.

b) Etablissement spéciaux :

- PA - Etablissements de plein air ;
- CT - Chapiteaux, tentes et structures ;
- SG - Structures gonflables ;
- PS - Parcs de stationnement couverts ;
- GA - Gares ;
- OA - Hôtels, restaurants d'altitude ;
- EF - Etablissements flottants ;
- REF - Refuges de montagne.

1 - Types : ces dispositions sont prises en application de l'article R. 123.18 du Code de la construction et de l'habitation.

a) Ces établissements sont soumis aux dispositions du Livre II lorsqu'ils sont des 1, 2, 3 et 4^{ème} catégories, et à celles du Livre III lorsqu'ils appartiennent à la 5^{ème} catégorie.

b) Ces établissements sont soumis aux dispositions du Livre IV relatif aux établissements spéciaux.

Pour l'application du règlement de sécurité, les établissements recevant du public sont classés en deux groupes :

- le premier groupe comprend les établissements des 1, 2, 3, et 4^{ème} catégories ;
- le deuxième groupe comprend les établissements de 5^{ème} catégorie.

2 - Catégories : ces dispositions sont prises en application de l'article R. 123-19 du Code de la construction et de l'habitation.

Catégories des établissements recevant du public					
	1 ^{er} groupe Grands Etablissements (G.E.)				2 ^{ème} groupe Petits Etablissements (P.E.)
Catégorie	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}
Nombre de personnes	> 1500	≥ 701 ≤ 1500	≥ 301 ≤ 700	≥ 300 (1)	≥ 300 (2)

(1) 4^{ème} catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5^{ème} catégorie.

(2) 5^{ème} catégorie : établissements faisant l'objet de l'article R. 123-14 dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre minimum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation.

Suivant le livre 3 chapitre 1 article PE2 - établissements assujettis § 5 les établissements de 5^{ème} catégorie sont les établissements recevant du public dans lesquels l'effectif du public admis est inférieur à chacun des nombres fixés dans le tableau ci-après pour chaque type d'exploitation :

Type	Nature de l'exploitation	Seuils du 1 ^{er} groupe		
		Sous-sol	Etages	Ensemble des niveaux
J	I. Structures d'accueil pour personnes âgées			
	Effectifs des résidents			25
	Effectifs total			100
	II. Structures d'accueil pour personnes handicapées			
L	Effectifs des résidents			20
	Effectifs total			100
	Salle d'audition, de conférences, de réunions 'multimédia'	100	-	200
	Salle de spectacle, de projections ou à usage multiple	20	-	50
M	Magasin de vente	100	100	200
N	Restaurants ou débits de boissons	100	200	200
O	Hôtels ou pensions de famille	-	-	100
P	Salles de danse ou salles de jeux	20	100	120
R	Ecoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants,	(1)	1 ⁽²⁾	100
	Autres établissements d'enseignement	100	100	200

	Etablissements avec locaux réservés au sommeil	-	-	30
S	Bibliothèques ou centres de documentation (arr. du 12 juin 1995, art. 4)	100	100	200
T	Salles d'expositions	100	100	200
U	Etablissements de soins	-	-	-
V	Etablissements de culte	100	200	300
W	Administrations, banques, bureaux	100	100	200
X	Etablissements sportifs couverts	100	100	200
Y	Musées (arr. du 12 juin 1995, art. 4)	100	100	200
OA	Hôtels-restaurants d'altitude	-	-	20
GA	Gares ⁽³⁾	-	-	200
PA	Plein air (établissements de ...)	-	-	300

¹⁾ ces activités sont interdites en sous-sol ;

²⁾ si l'établissement ne comporte qu'un seul niveau en étage : 20 ;

³⁾ les gares souterraines et mixtes sont classées dans le premier groupe quel que soit l'effectif.

Résistance au feu des structures et planchers (règles générales)

Etablissement occupant entièrement le bâtiment	Etablissement occupant partiellement le bâtiment	Catégorie de l'établissement	Résistance au feu
Simple rez-de-chaussée	Etablissement à un seul niveau	Toutes catégories	Structure SF de degré 1/2 h Plancher CF de degré 1/2 h
Plancher bas de niveau le plus haut situé à moins de 8 mètres du sol	Différence de hauteur entre les niveaux extrêmes de l'établissement inférieur ou égale à 8 mètres	2 ^{ème} catégorie 3 ^{ème} catégorie 4 ^{ème} catégorie	Structure SF de degré 1/2 h Plancher CF de degré 1/2 h
		1 ^{ère} catégorie	Structure SF de degré 1 h Plancher CF de degré 1 h
Plancher bas du niveau le plus haut situé à plus de 8 mètres et jusqu'à 28 mètres y compris	Différence de hauteur entre les niveaux extrêmes de l'établissement supérieur à 8 mètres	2 ^{ème} catégorie 3 ^{ème} catégorie 4 ^{ème} catégorie	Structure SF de degré 1 h Plancher CF de degré 1 h
		1 ^{ère} catégorie	Structure SF de degré 1 h 1/2 Plancher CF de degré 1 h 1/2

Caractéristiques des distributions intérieures et compartimentages

Degré de stabilité au feu exigé pour la structure du bâtiment	Parois entre locaux et dégagements accessibles au public	Parois entre locaux accessibles au public. Parois entre locaux accessibles au public et locaux non accessibles au public classés à risques courants		Parois limitant les compartiments
		Non réservés au sommeil ⁽¹⁾	Réservés au sommeil	
Aucune exigence	PF de degré 1/4 heure	PF de degré 1/4 heure	CF de degré 1/4 heure	CF de degré 1/2 heure
1/2 heure	CF de degré 1/2 heure	PF de degré 1/2 heure	CF de degré 1/2 heure	CF de degré 1/2 heure
1 heure	CF de degré 1 heure	PF de degré 1/2 heure	CF de degré 1 heure	CF de degré 1 heure
1 h 1/2	CF de degré 1 heure	PF de degré 1/2 heure	CF de degré 1 heure	CF de degré 1 h 1/2

¹⁾ Toutefois, cette disposition n'est pas exigée à l'intérieur d'un ensemble de locaux contigus qui ne dépasse pas 300 m² au même niveau.

L'ensemble des ouvrages devra être conforme aux présents règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, suivant arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété.

Désenfumage

- FD CEN/TR 12101-5 Système pour le contrôle des fumées et de la chaleur - Partie 5 : Guide de recommandations fonctionnelles et de calcul pour les systèmes d'évacuation de fumée et de chaleur (indice de classement : S 62-305).
- lois et textes ministériels :
 - IT 30-12-94 instruction technique n° 263 du 30 décembre 1994 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les établissements recevant du public ;
 - IT 22-03-04 instruction technique n° 246 du 22 mars 2004 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

Résistance au feu des matériaux

- le Code de la Construction et de l'Habitation :

- fascicule 2, chapitre 1 : protection contre l'incendie, classification des matériaux, articles R. 121-1 à R 121-13.

- les lois et textes ministériels :

- A 22-03-04 arrêté du 22 mars 2004, modifié relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages.

- les normes NF EN 13501 Classement au feu des produits et éléments de construction - Parties 1 à 6 et Amendements (indice de classement : P 92-800-1 à P 92-800-6).

Classes de performances de réaction au feu pour les produits de construction (indice _n = revêtements de sol, indice _L = produits d'isolation thermique pour conduite linéaire) :

Classe	Méthode(s) d'essai	Critères de classement	Classement supplémentaire
A1 - A1 _n - A1 _L	EN ISO 1182 ^{a)}	$\Delta T \leq 30\text{ °C}$ et $\Delta m \leq 50\text{ \%}$ et $t_r = 0$ (c.-à-d., pas de flamme persistante)	-
	EN ISO 1716	$PCS \leq 2,0\text{ MJ/kg}$ ^{a)} et $PCS \leq 2,0\text{ MJ/kg}$ ^{b) c)} et $PCS \leq 1,4\text{ MJ/m}^2$ ^{d)} et $PCS \leq 2,0\text{ MJ/kg}$ ^{e)}	-
A2 - A2 _n - A2 _L	EN ISO 1182 ^{a)} ou	$\Delta T \leq 50\text{ °C}$ et $\Delta m \leq 50\text{ \%}$ et $t_r = 20\text{ s}$	-
	EN ISO 1716 et	$PCS \leq 3,0\text{ MJ/kg}$ ^{a)} et $PCS \leq 4,0\text{ MJ/kg}$ ^{b)} et $PCS \leq 4,0\text{ MJ/m}^2$ ^{d)} et $PCS \leq 3,0\text{ MJ/kg}$ ^{e)}	-
A2 - A2 _L	EN 13823	$FIGRA \leq 120\text{ W/s}$ (pour A2) $\leq 270\text{ W/s}$ (pour A2 _L) $LFS < \text{côté de l'éprouvette}$ et $THR_{600s} \leq 7,5\text{ MJ}$	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
A2 _n	EN ISO 9239-1 ^{j)}	Flux critique k) $\geq 8,0\text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{l)}
B - B _L	EN 13823 et	$FIGRA \leq 120\text{ W/s}$ (pour B) $\leq 270\text{ W/s}$ (pour B _L) $LFS < \text{côté de l'éprouvette}$ et $THR_{600s} \leq 7,5\text{ MJ}$	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 30 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 60\text{ s}$	
B _n	EN ISO 9239-1 ^{j)} et	Flux critique k) $\geq 8,0\text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{l)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 20\text{ s}$	-
C - C _L	EN 13823 et	$FIGRA \leq 120\text{ W/s}$ (pour C) $\leq 270\text{ W/s}$ (pour C _L) $LFS < \text{côté de l'éprouvette}$ et $THR_{600s} \leq 15\text{ MJ}$	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 30 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 60\text{ s}$	
C _n	EN ISO 9239-1 ^{j)} et	Flux critique k) $\geq 4,5\text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{l)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 60\text{ s}$	-
D - D _L	EN 13823 et	$FIGRA \leq 750\text{ W/s}$ (pour D) $FIGRA \leq 2100\text{ W/s}$ - $THR_{600s} \leq 100\text{ MJ}$ (pour D _L)	Production de fumée ^{f)} et Gouttelettes / particules enflammées ^{g)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 30 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 60\text{ s}$	
D _n	EN ISO 9239-1 ^{j)} et	Flux critique k) $\geq 3,0\text{ kW/m}^2$	Production de fumée ^{l)}
	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 60\text{ s}$	-
E - E _L	EN ISO 11925-2 ⁱ⁾ : Exposition = 15 s	$F_s \leq 150\text{ mm en } 20\text{ s}$	Gouttelettes / particules enflammées ^{h)}
E _n			-
F - F _L - F _n	Aucune performance déterminée		

^{a)} Pour les produits homogènes et les composants substantiels de produits non homogènes.

^{b)} Pour tout composant non substantiel extérieur de produits non homogènes.

^{c)} Sinon, tout composant non substantiel ayant un $\text{PCS} \leq 2,0 \text{ MJ/m}^2$, à condition que le produit satisfasse les critères suivants de l'EN 13823 : $\text{FIGRA} \leq 20 \text{ W/s}$ et $\text{LFS} < \text{côté de l'éprouvette}$ et $\text{THR}_{600\text{s}} \leq 4,0 \text{ MJ}$, et s1 et d0.

^{d)} Pour tout composant non substantiel intérieur de produits non homogènes.

^{e)} Pour le produit dans son intégralité.

^{f)} Lors de la dernière phase de développement du mode opératoire d'essai, des modifications du système de mesure de la fumée ont été introduites dont les effets doivent faire l'objet d'une enquête ultérieure.

^{g)} - d0 = aucune gouttelette / particule enflammée conformément à l'EN 13823 en 600 s ;

- d1 = aucune gouttelette / particule enflammée persistant pendant plus de 10 s conformément à l'EN 13823 en 600 s ;

- d2 = ni d0, ni d1.
- h) Succès = aucune inflammation du papier (aucun classement) ; Echec = inflammation du papier (classement d2).
- i) Dans les conditions d'attaque de la flamme de surface et, si approprié à l'utilisation finale du produit, d'attaque de la flamme de côté.
- j) Durée de l'essai = 30 min.
- k) Le flux critique est défini comme étant le flux radiant ou la flamme s'éteint ou le flux radiant après une période d'essai de 30 min, selon la valeur la plus basse des deux.
- l) s1 = Fumée ≤ 750 % minutes ; s2 = pas s1.

Acoustique

- Acoustique du bâtiment :
 - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments :
 - NF EN 12354-1 partie 1 : Isolement acoustique aux bruits aériens entre des locaux (indice de classement : S 31-004-1) ;
 - NF EN 12354-2 partie 2 : Isolement acoustique au bruit de choc entre des locaux (indice de classement : S 31-004-2) ;
 - NF EN 12354-3 partie 3 : Isolement aux bruits aériens venus de l'extérieur (indice de classement : S 31-004-3) ;
 - NF EN 12354-4 partie 4 : Transmission du bruit intérieur à l'extérieur (indice de classement : S 31-004-4) ;
 - NF EN 12354-5 Partie 5 : Niveaux sonores dus aux équipements du bâtiment (indice de classement : S 31-004-5) ;
 - NF EN 12354-6 partie 6 : Absorption acoustique des pièces et espaces fermés (indice de classement : S 31-004-6).
- Acoustique :
 - NF S 31-010/A1 Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Méthodes particulières de mesurage ;
 - Evaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction :
 - NF EN ISO 717-1 Partie 1 : Isolement aux bruits aériens (indice de classement S 31-032-1) ;
 - NF EN ISO 717-2 Partie 2 : Protection contre le bruit de choc (indice de classement S 31-032-2).
 - NF EN ISO 16283-1 Mesurage in situ de l'isolation acoustique des bâtiments et des éléments de construction - Partie 1 : isolation des bruits aériens (indice de classement : S 31-283-1).
 - NF EN ISO 10052 Mesurages in situ de l'isolement aux bruits aériens et de la transmission des bruits de choc ainsi que du bruit des équipements - Méthode de contrôle + Amendement A1 (indice de classement : S 31-077) ;
 - NF S 31-080 Bureaux et espaces associés - Niveaux et critères de performances acoustiques par type d'espace ;
 - Cartographie du bruit en milieu extérieur - Elaboration des cartes et représentation graphique.
- le Code de l'environnement :
 - (Partie Réglementaire) : Chapitre 1 Lutte contre le bruit - Chapitre 2 Evaluation, prévention et réduction du bruit dans l'environnement - Articles R 571-1 à R 571-97, R 572-1 à R 572-3.
- les lois et textes ministériels :
 - D 09-01-95 (2) décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du C.C.H. et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;
 - C 25-0403 circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation ;
 - A 04-04-06 arrêté du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruits et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
 - D 30-05-11 décret n° 2011-604 du 30 mai 2011 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à établir à l'achèvement des travaux de bâtiments d'habitation neufs ;
 - A 27-11-12 arrêté du 27 novembre 2012 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs ;

Caractéristiques thermiques et performance énergétique

Les caractéristiques thermiques et performance énergétique des constructions nouvelles en fonction des catégories de bâtiment considérées répondront en particulier aux :

- les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :
 - performance énergétique des bâtiments :
 - NF EN 15603 Consommation globale d'énergie et définition des évaluations énergétiques (indice de classement : P 50-779) ;
 - NF EN 15217 Méthode d'expression de la performance énergétique et de certification énergétique des bâtiments (indice de classement : P 50-780) ;
 - NF EN 15232 Impact de l'automatisation de la régulation et de la gestion technique du bâtiment (indice de classement : P 52-703) ;
 - NF EN 15193 Exigences énergétiques pour l'éclairage (indice de classement : X 90-012) ;
 - NF EN 15900 Services d'efficacité énergétique - Définitions et exigences (indice de classement : X 30-131) ;
 - FD CEN/TR 16567 Mécanismes d'obligations en matière d'efficacité énergétique en Europe - Vue d'ensemble et analyse des principales caractéristiques et possibilités d'harmonisation (indice de classement : X 30-040) ;
 - FD CEN/CLC/TR 16103 Management de l'énergie et efficacité énergétique - Glossaire de termes (indice de classement : X 30-132).
- Code de la Construction et de l'Habitation, relatif aux caractéristiques thermiques et performances énergétique et en particulier au :
 - chapitre 1, section 4 : caractéristiques thermiques et performances énergétiques, articles L. 111-9 à L. 111-10-4 et R. 111-20 à R. 111-22-3 ;
 - fascicule 3, chapitre 1, section 5, articles R. 131-25 à R. 131-28-6 ;
 - fascicule 3, chapitre 1, section 6, articles R. 131-29 à R. 131-30.
- Code de l'urbanisme, en particulier au :
 - Titre 2 Prévisions et règles d'urbanisme - Chapitre 8 Dispositions favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables dans l'habitat - Articles L. 128-1 à L. 128-4.
- Lois et textes ministériels :
 - Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, en particulier le chapitre III 'La maîtrise de l'énergie dans les bâtiments' ;
 - A 31-12-05 arrêté du 31 octobre 2005 relatif aux dispositions techniques pour le choix et le remplacement de l'énergie des maisons individuelles ;
 - D 24-05-06 décret n° 2006-592 du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment ;
 - A 24-05-06 arrêté du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment ;
 - A 19-06-06 arrêté du 19 juin 2006 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie ;
 - A 03-05-07 arrêté du 3 mai 2007 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performances énergétiques » ;
 - A 03-05-07 (1) arrêté du 3 mai 2007 pris pour l'application de l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation relatif aux conditions à remplir pour bénéficier du dépassement de coefficient d'occupation des sols en cas de respect d'exigences énergétique par un projet de construction ;
 - C 24-06-08 circulaire du 24 juin 2008 relative à l'application de l'arrêté du 31 octobre 2005 relatif aux dispositions techniques pour le choix et le remplacement de l'énergie des maisons individuelles ;
 - D 29-09-09 décret n° 2009-1154 du 29 septembre 2009 créant un label « haute performance énergétique rénovation » pour certains bâtiments existants ;
 - A 29-09-09 arrêté du 29 septembre 2009 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique rénovation » ;
 - D 19-05-10 Directive 2010/30/UE du 19 mai 2010 du Parlement européen et du Conseil modifiée concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie ;
 - D 19-05-10 Directive 2010/31/UE du 19 mai 2010 du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments ;
 - D 29-12-10 Décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux certificats d'économies d'énergie ;
 - A 29-12-10 Arrêté du 29 décembre 2010 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
 - Règlement délégué (UE) n° 244/2012 de la Commission du 16 janvier 2012 complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des

bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment ;

- Orientations du 19 avril 2012 accompagnant le règlement délégué (UE) n° 244/2012 de la Commission du 16 janvier 2012 complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment ;
- A 28-12-12 arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétiques des constructions ;
- D 28-12-12 décret n° 2012-1530 du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions de bâtiments.

Etude de faisabilité des approvisionnements en énergie

S'applique à la construction de tout bâtiment nouveau ou partie nouvelle de bâtiment ou à toute opération de construction de bâtiments, dont la superficie hors œuvre nette totale nouvelle est supérieure à 1000 m², à l'exception des catégories suivantes :

- les constructions provisoires prévues pour une durée d'utilisation égale ou inférieure à 2 ans ;
- les bâtiments à usage agricole, artisanal ou industriel, autres que les locaux servant à l'habitation, qui ne demandent qu'une faible quantité d'énergie pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire ou le refroidissement ;
- les bâtiments servant de lieux de culte ;
- les monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire en application du code du patrimoine.

RT 2012

RT 2012 - Méthode de calcul Th-BCE : Annexe à l'arrêté du 20 juillet 2011 portant approbation de la méthode de calcul Th-BCE :

La méthode de calcul Th-BCE 2012 a pour objet le calcul des besoins bioclimatiques (Bbio), des consommations d'énergie (C) et des températures intérieures conventionnelles obtenues en conditions d'été (E). Elle n'a pas pour vocation de faire un calcul de consommation réelle compte tenu des conventions retenues.

Cette méthode de calcul utilise comme données d'entrée tous les éléments descriptifs du bâtiment et de ses équipements qui sont définis de façon opposable.

Ces données d'entrée des éléments descriptifs du bâtiment et de ses équipements sont constituées de deux types de paramètres différents :

- des paramètres dits intrinsèques qui correspondent aux caractéristiques propres du composant ;
- des paramètres dits d'intégration correspondants à la mise en œuvre dans le projet étudié.

L'arrêté du 26 octobre 2010 a pour objet de déterminer les modalités d'application des règles édictées à l'article R. 111-20 du Code de la construction et de l'habitation.

Pour satisfaire à la présente réglementation thermique, les conditions suivantes doivent être respectées :

- le coefficient 'Cep' du bâtiment est inférieur ou égal au coefficient maximal 'Cepmax' déterminée selon les modalités précisées au titre II du présent arrêté ;
- le coefficient 'Bbio' du bâtiment est inférieur ou égal au coefficient maximal 'Bbiomax' déterminé selon les modalités précisées au titre II du présent arrêté ;
- pour les zones ou parties de zones de catégorie 'CE1' et pour chacune des zones du bâtiment, définie par son usage, l'exigence de confort d'été s'exprime comme suit : la 'Tic' est inférieure ou égale à la température intérieure conventionnelle de référence de la zone 'Ticréf', déterminée selon les modalités précisées au titre II du présent arrêté. Cette exigence peut être également satisfaite en considérant chacune des parties de zones du bâtiment pour lesquelles sont calculées successivement 'Tic' et 'Ticréf'. Cette exigence ne s'applique pas aux zones ou parties de zones composées uniquement de locaux de catégorie 'CE2' ;
- les caractéristiques thermiques du bâtiment respectent les exigences de moyens définies au titre III du présent arrêté.

Sont réputés respecter la réglementation les bâtiments dont les produits de construction et leur mise en œuvre sont conformes aux modes d'application simplifiés, approuvés dans les conditions décrites au titre IV du présent arrêté.

Les données d'entrée à la méthode Th-BCE relatives à l'enveloppe d'un bâtiment (coefficient de transmission surfacique U d'une paroi, coefficient de transmission lumineuse d'une baie, etc.) doivent être déterminées conformément aux règles Th-Bât, règles professionnelles d'application de la réglementation thermique française. Ces règles fournissent des méthodes permettant de passer des caractéristiques intrinsèques d'un produit aux caractéristiques utiles obtenues sur chantier après intégration du produit dans l'ouvrage.

Lois et textes ministériels :

- D 26-10-10 décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions ;
- A 26-10-10 arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (+ rectificatif) ;
- D 18-05-11 décret n° 2011-544 du 18 mai 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments ;
- A 20-07-11 arrêté du 20 juillet 2011 portant approbation de la méthode de calcul Th-B-C-E prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 ;
- A 11-10-11 arrêté du 11 octobre 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments ;
- A 16-04-13 arrêté du 16 avril 2013 modifiant l'annexe à l'arrêté du 20 juillet 2011 portant approbation de la méthode de calcul Th-B-C-E prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments ;
- A 30-04-13 arrêté du 30 avril 2013 portant approbation de la méthode de calcul Th-BCE 2012 prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010.

Règles de calculs thermiques Th-Bât de la RT 2012 :

- Règles Th-I : Caractérisation de l'inertie thermique des bâtiments ;
- Règles Th-L : Caractérisation du facteur de transmission lumineuse des parois du bâtiment ;
- Règles Th-S : Caractérisation du facteur de transmission solaire des parois du bâtiment •
- Règles Th-U (fascicule 1/5 : Généralités, fascicule 2/5 : Matériaux, fascicule 3/5 : Parois vitrées, fascicule 4/5 : Parois opaques, fascicule 5/5 : Ponts thermiques) ;
- Valeurs tabulées des parois vitrées - Règles Th-L, S et U - Valeurs tabulées des caractéristiques des parois vitrées et des correctifs associés aux baies.

Personnes handicapées

- les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et documents de référence, en particulier :
 - Symboles graphiques et pictogrammes - Dispositifs d'information et de sécurité :
 - FD X 08-040-1 - Partie 1 : démarche d'expérimentation ou de validation de nouveaux signaux de santé/sécurité visuels (indice de classement : X 08-040-1) ;
 - FD X 08-040-2 - Partie 2 : signaux de sécurité visuels expérimentaux (indice de classement : X 08-040-2) ;
 - FD X 08-040-3 - Partie 3 : symboles graphiques et signaux visuels relevant de l'accessibilité pour tous (indice de classement : X 08-040-3).
- le Code de la Construction et de l'Habitation en particulier au chapitre 1 : Règles générales - section 3 : personnes handicapées ou à mobilité réduite - Articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et articles R. 111-18 à R. 111-19-30 ;
- les lois et textes ministériels :
 - Au décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité consolidé par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007.
 - A 22-03-07 arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et 111-19-24 du CCH, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;
 - C 30-11-07 circulaire interministérielle n° 2007-53 DGUHC du 30 novembre 2007 et annexes I à X, relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation ;

- C 20-04-09 circulaire du 20 avril 2009 relative à l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs existants, et des établissements recevant du public et installations ouvertes au public existants, modifiant la circulation interministérielle DGUHC n° 2007-53 du 30 novembre 2007 ;
- L 10-01-14 loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;
- O 26-09-14 ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.
- A l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prise pour l'application des art. R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 du 17 mai 2006. La version a été consolidé au 16 septembre 2016.

Lieux de travail

Le Code du Travail suivant :

- articles L. 4211-1 à L. 4211-2, R. 4214-26 à R 4214-28

Les lois et textes ministériels :

- D 07-11-11 Décret n° 2011-1461 du 7 novembre 2011 relatif à l'évacuation des personnes handicapées des lieux de travail en cas d'incendie.

Risque sismique

Suivant les zones de construction et la nature des immeubles il sera tenu compte des décrets, arrêtés et règles de constructions parasismiques, en particulier :

- Code de la Construction et de l'Habitation :
 - articles L. 112-18 et 112.19 sur la prévention des risques naturels (Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006) ;
 - article R. 112-1 (décret n° 2000-892 du 13 septembre 2000 art. 2) Dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique, les règles concernant la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations et les mesures techniques préventives doivent respecter les dispositions du décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique, sans préjudice de l'application des règles plus sévères fixées par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, lorsqu'il existe.
- Code de l'Environnement :
 - Livre 5 : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances - Titre 6 : Prévention des risques naturelles - Chapitre 2 Plans de prévention des risques naturels prévisibles - Chapitre 3 Autres mesures de prévention - Section 1 Prévention du risque sismique - Chapitre 5 Schémas de prévention des risques naturels majeurs et organismes consultatifs - Articles R. 562-1 à R. 562-12, R. 563-1 à R. 563-8-1, R. 565-1 à R. 565-7, D. 565-8 à D. 565-12 ;
- circulaire UHC/QC/21 n° 2000-77 du 31 octobre 2000 relative au contrôle technique des constructions pour la prévention du risque sismique ;
- Eurocode 8 - EN 1998 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes :
 - NF EN 1998-1 - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments (indice de classement : P 06-030-1) ;
 - NF EN 1998-1/NA - Partie 1 : Règles générales, actions sismiques et règles pour les bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-1 (indice de classement : P 06-030-1/NA) ;
 - NF EN 1998-3 Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments (indice de classement : P 06-033-1) ;
 - NF EN 1998-3/NA Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments - Annexe nationale à la NF EN 1998-3 (indice de classement : P 06-033-1/NA) ;
 - NF EN 1998-5 - Partie 5 : Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques (indice de classement : P 06-035-1) ;
 - NF EN 1998-5/NA - Partie 5 : Fondations, ouvrages de soutènement et aspects géotechniques - Annexe nationale à la NF EN 1998-5 (indice de classement : P 06-035-1/NA).
- Règles PS-MI 89 révisées 92 (NF P 06-014) (décembre 1995) : Règles de construction parasismique - Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés - Domaine d'application - Conception - Exécution + Amendement A1 (février 2001) + Amendement A2 (janvier 2011) (indice de classement : P 06-014) ;
- Guide CP-MI Antilles - Recommandations AFPS Tome IV, édition 2004 : Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles ;
- les lois et textes ministériels :
 - D 22-10-10 décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

- D 22-10-10 décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- A 25-10-12 arrêté du 25 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite 'à risque normal'.
- A 22-10-10 arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » ;
- A 24-01-11 arrêté du 24 janvier 2011 fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées ;
- A 19-07-11 arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » ;
- A 15-09-14 arrêté du 15 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Protection contre les insectes xylophages

- les normes :
 - NF P 03-200 Agents de dégradation biologique du bois - Constat de l'état parasitaire dans les immeubles bâtis et non bâtis - Modalités générales ;
 - XP P 03-201 Diagnostic technique - Etat du bâtiment relatif à la présence de termites.
- les lois et textes ministériels :
 - Loi n° 99-471 du 8 juin 1999 tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages ;
 - D 03-07-00 Décret n° 2000-613 du 3 juillet 2000 art. 5 relatif à l'application des articles R. 133-1 à R. 133-2 du C.C.H. ;
 - A 27-06-06 Arrêté du 27 juin 2006 modifié relatif à l'application des articles R. 112-2 à R. 112.4 du C.C.H. ;
 - D 05-09-06 Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif à l'application des articles R. 133-3 à R. 133-7 du C.C.H. ;
 - D 21-12-06 Décret n° 2006-1653 du 21 décembre 2006 relatif à l'application de l'article R. 133-8 du C.C.H.
- le Code de la Construction et de l'Habitation :
 - fascicule 3, chapitre 3 : Lutte contre les termites : articles L. 133-1 à L. 133-9 et R. 133-1 à R.133.8 ;
 - article L. 112-17 (loi 99-471 du 8 juin 1999) Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière des départements d'outre-mer ;
 - article R. 112-2 (décret n° 2006-591 du 23 mai 2006) - Les bâtiments neufs doivent être conçus et construits de façon à résister à l'action des termites et autres insectes xylophages. A cet effet doivent être mis en œuvre, pour les éléments participant à la solidité des structures, soit des bois naturellement résistant aux insectes ou des bois ou matériaux dérivés dont la durabilité a été renforcée, soit des dispositions permettant le traitement ou le remplacement des éléments en bois ou en matériaux dérivés. Les mêmes obligations s'imposent lors de l'introduction dans un bâtiment existant d'éléments en bois ou en matériaux dérivés participant à la solidité de la structure ;
 - article R. 112-3 du C.C.H. (décret n° 2006-591 du 23 mai 2006) - Dans les départements dans lesquels a été publié un arrêté préfectoral pris pour application de l'article L.133-5, les bâtiments neufs doivent être protégés contre l'action des termites. A cet effet doit être mis en œuvre une barrière de protection entre le sol et le bâtiment ou un dispositif de construction dont l'état est contrôlable ;
 - article R. 112-4 du C.C.H. (décret n° 2006-591 du 23 mai 2006) - Le constructeur du bâtiment ou des éléments mentionnés aux articles R.112-2 et R.112-3 fournit au maître d'ouvrage, au plus tard à la réception des travaux, une notice technique indiquant les dispositifs, les protections ainsi que les références et caractéristiques des matériaux mis en œuvre.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'outre-mer précise les conditions d'application des dispositions de la présente section ainsi que les adaptations à la situation

particulière (Décret n° 2013-1296 du 27 décembre 2013) « de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et de Mayotte ».

Etablissements recevant du public

- le Code de la Construction et de l'Habitation :
 - livre 1, titre 2, chapitre 3 : protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public, articles L.123-1 à L. 123-4 et R. 123-1 à R 123-55.
- le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique pour les établissements recevant du public (ERP).
- les lois et textes ministériels :
 - A 25-06-80 arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
 - A 24-05-10 arrêté du 24 mai 2010 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
 - A 07-06-10 arrêté du 7 juin 2010 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Instruction technique n° 249 du 24 mai 2010 relative aux façades.

Bureaux d'études

Le maître d'œuvre ayant établi le présent CCTP n'est pas chargé par le Maître d'ouvrage des études techniques nécessaires au présent dossier. Toutefois, les entreprises devront intégrer dans leur offre l'ensemble **des plans chantiers**.

Les frais afférents au bureau d'étude seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot nécessitant une étude technique notamment pour les lots :

- Electricité ;
- Plomberie – VMC ;

Validation

Les plans techniques devront recevoir l'approbation du bureau de contrôle et du Maître d'Œuvre, en ce qui concerne l'adaptation architecturale.

Présentation des offres

Les entreprises devront répondre obligatoirement sur les bordereaux d'avant métré quantitatif fournis pour chaque lot dans le présent dossier. **Aucune autre présentation d'offre ne sera retenue.**

Liste des lots séparés, PSE et index

Le présent programme est décomposé en 7 lots séparés :

- Lot N°1 : Désamiantage - Déplombage : BT 01
- Lot N°2 : Démolition - Gros Œuvre : 0.40 BT01
- Lot N°3 : Charpente – Couverture - Zinguerie : 0.40 BT 16b +0.50 BT 32+0.10 BT34
- Lot N°4 : Menuiseries Extérieures et Intérieures - Serrurerie : 0.50 BT 19b + 0.50 BT 18a
- Lot N°5 : Electricité : BT 47
- Lot N°6 : Plomberie – Ventilation : 0.80 BT 38 + 0.20 BT 41
- Lot N°7 : Plâtrerie - Peintures : BT 46

Pièces du dossier de consultations

Pièces graphiques :

PLANS ARCHITECTE :

PRO 01 : Plan Situation– Plan de masse (Etat Actuel-Projet)
PRO 02 : Etat Actuel : Sous sol – RDC – Etage – Comble – Coupe - Façades
PRO 03 : Projet : Sous sol – RDC – Etage – Comble – Coupe – Façades

PLANS BEVM :
CVC 01 : Projet
EL 01 : Projet

Pièces écrites :

CCTP
PLANNING TCE
CDPGF
RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE (RICT)
PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)
DIAGNOSTIQUE AMIANTE (PRE) ET PLOMB

Délai contractuel

Le délai contractuel pour l'exécution des travaux du présent dossier est fixé à 5 mois + 1 mois de préparation.
Le démarrage de la phase préparatoire est fixé au 1^{er} trimestre 2025.
Le démarrage des travaux est fixé au 1^{er} trimestre 2025.
Les travaux seront réalisés en site occupé.

Avant Métré quantitatif

Les frais afférents aux Avant Métrés Quantitatifs sont à la charge des entreprises adjudicataires, pour l'ensemble des lots. **Le présent quantitatif est fourni à titre indicatif (le quantitatif n'est pas une pièce contractuelle), les erreurs ou omissions apparaissant dans le quantitatif, restent à la charge des entreprises adjudicataires**, pour le montant global de leur soumission. Les détails des calculs peuvent être fournis sur simple demande.

Objet du programme

Le présent CCTP a pour objet des travaux de Rénovation et mise aux normes du bâtiment – phase n°2 à L'UEMO - 52000 CHAUMONT.

Maître d'Ouvrage :	Ministère de la justice – service de l'immobilier ministériel Département de l'immobilier de Nancy 54002 NANCY Cedex
Maître d'Œuvre :	Atelier d'Architecture 52 1, Rue Raymond Savignac 52000 CHAUMONT
Bureau de contrôle :	SOCOTEC Agence de CHAUMONT 49 rue Lévy Alphandéry 52000 CHAUMONT
Coordonnateur sécurité :	APAVE Agence de Troyes 17, Avenue Jean JAURES BP43 10 153 PONT SAINTE MARIE